

## TROISIEME PARTIE

### POUR LES FRANÇAIS : LES REMEDES AU MALAISE

#### II. Mais au fait ! C'est quoi le rêve des Français ?

*Renouer avec l'obligation de résultats !*

Un résultat, c'est tout simplement le produit, l'effet de quelque chose. En mathématique, c'est une entité – généralement un chiffre – qui exprime la solution d'une opération ou d'un problème.

En politique, malheureusement, l'habitude n'a jamais été prise de mesurer de manière méthodique et objective les effets d'une décision que l'on a adoptée, d'une loi que l'on a fait voter ou d'une politique que l'on a initiée.

J'écoute toujours très attentivement la manière dont les décideurs politiques français dressent *a posteriori* le bilan de leur action. C'est très instructif. La plupart du temps cela se résume à l'énumération des titres des lois ou des décrets qu'ils ont fait adopter ou promulgués et rarement des résultats obtenus par la mise en œuvre de ces textes.

Ainsi, un responsable politique majeur préfère dire qu'il a fait adopter une « réforme des retraites » plutôt que d'évaluer honnêtement si cette réforme a, ou non, réduit suffisamment le déficit de la branche vieillesse. Un autre annoncera le nombre de contrats aidés qu'il aura créés dans le secteur public plutôt que le résultat de cette mesure sur la baisse, ou non, du chômage. Un troisième évoquera le nombre de postes supplémentaires dans l'éducation nationale plutôt que les résultats obtenus, par exemple dans la lutte contre l'illettrisme.

Une manière sans doute de masquer l'échec et donc d'éviter d'assumer une responsabilité.

Je ne crois pas qu'il soit possible de continuer à gouverner comme cela. On l'a vu, les gouvernants de pays voisins n'agissent pas ainsi. Et, au risque de me répéter, Angela Merkel et David Cameron ont été tous deux triomphalement réélus après avoir fait campagne sur les bons résultats que leurs pays avaient obtenus à la suite des décisions qu'ils avaient prises.

En France, la droite a perdu l'élection présidentielle de 2012 en grande partie parce que les principaux indicateurs de mesure étaient négatifs : chômage, déficit, dette, insécurité, impôts, pouvoir d'achat. Certes, la crise financière de 2008-2009 a été violente. Mais plutôt moins qu'ailleurs...

En ce sens, lorsque François Hollande annonce qu'il ne se représentera pas en 2017 si le chômage n'a pas durablement diminué, il accepte de se mettre en risque sur l'évaluation chiffrée de sa politique. Dont acte. Je lui reconnais sur ce seul point un certain panache !

Même si, en y repensant, je ne suis pas totalement rassuré sur sa sincérité. En effet, en avril 2014 il avait pris le même engagement : « Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai, ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu. » J'avais alors, en bonne logique, demandé qu'il tire les conséquences de son échec en démettant son ministre du Travail, ce qui m'avait valu les sarcasmes des médias.

Voilà qui est clairement dit : le prochain président de la République devra s'imposer et imposer à son équipe une feuille de route avec des indicateurs permettant une évaluation concrète des résultats obtenus.

Je n'ose vous dire le nombre de fois où cette exigence est venue dans les conversations que j'ai pu avoir avec les Français. « Un mandat présidentiel c'est cinq ans ! m'a dit l'un d'eux. Moi, c'est pas les sondages que je regarde. Ce qui

compte pour moi, c'est de savoir si les choses se sont améliorées ou non entre le début et la fin du mandat. Pour moi d'abord. Pour le pays ensuite ! » On ne saurait mieux dire.

L'attente est légitime. Y répondre est un défi que l'on se doit de relever. Pour ce faire, une méthode : plus d'ambition dans l'obsession du résultat et plus de sobriété dans la liste des objectifs à atteindre. Il nous faut transformer profondément la méthode de gouvernement.